



Fédérations CGT Cheminots, Transports, Mines et Énergie, Industries Chimiques

Les Fédérations CGT des Cheminots, des Transports, des Mines et de l'Énergie, et des Industries Chimiques font les constats suivants :

La réforme n'a **aucun caractère d'urgence financière**, comme le confirme le dernier rapport du Conseil d'Orientation sur les Retraites. La CGT a formulé de nombreuses propositions de financements nouveaux qui régleraient les difficultés conjoncturelles. Mais le Gouvernement a construit cette réforme et cherche à l'imposer de manière très idéologique, sans lien avec les besoins réels.

La population est majoritairement hostile à cette réforme malgré les multiples prises de parole gouvernementales. Les élus de la République qui représentent le peuple devraient tenir compte de cela et pas seulement défendre leur camp politique.

Les salariés de nos branches professionnelles font le sacrifice de leur salaire au travers d'une **grève reconductible**. De très nombreux autres salariés font le même sacrifice plusieurs fois par semaine lors des **journées d'action interprofessionnelle**. Ce choix difficile pour les familles traduit une très forte hostilité du monde du travail, public comme privé, à cette réforme.

Le Président de la République ne peut pas opposer aux citoyens du pays sa légitimité électorale puisque sa promesse de campagne n'est pas du tout conforme au projet actuel. Par ailleurs, les multiples révélations sur les occupations diverses du rapporteur du projet, dont certaines établissent un lien direct avec le monde de l'assurance, achèvent de **détruire la crédibilité de cette réforme**.

Dans ces conditions, le **Gouvernement doit arrêter de s'entêter**. Il doit épargner au pays la poursuite d'un conflit pénible pour les grévistes et la population, notamment à l'occasion des fêtes de fin d'année.

Les Fédérations CGT des Cheminots, des Transports, des Mines et de l'Énergie, et des Industries Chimiques affirment que le Gouvernement dispose d'une semaine pour annoncer le retrait de son projet et la relance de véritables négociations pour l'amélioration du système actuel. C'est sa responsabilité face à une réforme qu'il a construite sans négociation, qui mobilise le pays contre lui, et qui a perdu toute crédibilité.

Si le Premier Ministre s'acharne à affirmer que « le pays est perturbé mais pas bloqué », les salariés du public et du privé en tireront la conclusion qu'ils doivent redoubler de mobilisation, démultiplier les appels à la grève dans toutes les entreprises et accroître encore le niveau des manifestations, pour être entendus.

Montreuil, le dimanche 15 décembre 2019